



A propos du « Grand Emprunt »

Communiqué de l'Intersyndicale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
- 17 décembre 2009 -

Syndicat National CGT-Inra : RN 10 – Porte de St Cyr – 78210 Saint Cyr l'École – Tél. : 01.39.53.56.56 – Fax : 01.39.02.14.50 - Mail : cgt@inra.fr

Dans sa conférence de presse du 14 décembre 2009, Nicolas Sarkozy a confirmé l'essentiel du rapport Juppé-Rocard. Sur les 35 milliards du grand emprunt, 19 sont annoncés comme directement destinés à la recherche et l'enseignement supérieur.

Derrière l'objectif «pub et com » de Nicolas Sarkozy qui veut illusionner nos concitoyens par une pluie des milliards, il faut préciser qu'une bonne part de ceux-ci seront des dotations en capital pour les universités, les organismes et des fondations qui devront les placer et ne pourront qu'utiliser les intérêts. Ainsi les universités vont assumer autant de risques financiers que les universités américaines et anglaises partiellement ruinées par la crise des « subprimes ».

Emprunter pour placer en bons du trésor voire en bourse en espérant vivre sur les intérêts du placement tout en remboursant les intérêts du prêt, c'est une gymnastique compliquée ! Au même moment, le gouvernement annonce sa volonté de limiter le coût de l'emprunt, le ministre du budget Eric Woerth veut diminuer à partir de 2011 les moyens budgétaires des «opérateurs de l'Etat » de 10 % et l'emploi de 5 % sur 3 ans.

Les 11 milliards pour les universités seront l'occasion de doter 5 à 10 grands pôles universitaires, en assumant le fait que les autres universités françaises vont passer en seconde division. Ce choix, en rupture complète avec le principe d'égalité républicaine, entérine la création de déserts de recherche et d'enseignement supérieur.

Les 9 milliards pour la recherche serviront également à doter en capital l'Agence Nationale pour la Recherche pour 5 milliards d'euros et au profit de l'innovation à court terme.

En fin de course l'intérêt réel de l'opération est de mettre en œuvre un pilotage encore plus fort de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Plus que du grand emprunt, l'enseignement supérieur et la recherche publique ont besoin de financements pérennes et d'emplois stables

- pour répondre aux nécessités d'une recherche publique indépendante et à long terme,
- pour lutter contre la précarité grandissante qui s'installe dans les laboratoires et services
- et pour répondre aux exigences de démocratisation de l'ensemble des formations supérieures.

Paris, 17 décembre 2009

Organisations signataires :

SNTRS-CGT, **CGT-INRA**, FERC-SUP CGT
SNCS-FSU, SNESUP-FSU, SNEP-FSU, SNASUB-FSU
SUP-RECHERCHE-UNSA, SNPTES-UNSA
SUD-Recherche-EPST, SUD ETUDIANT